

La prospérité s'organise

Posté le : 19 août 2016 09:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Zone Euro, Monnaies et changes, Histoire économique récente, Réforme

Nous sommes de ceux qui inlassablement défendent l'idée que la prospérité est aussi et même surtout une question d'organisation. Cette dimension est constamment sous-estimée.

L'actualité du jour nous en offre d'éclatantes confirmations.

La Russie est en passe de devenir, en 2016, la première nation exportatrice de blé. Pendant toute la période soviétique, elle a souffert de déficits souvent dramatiques. Pour l'observateur ; cela devrait être l'occasion d'une leçon d'économie appliquée. Au lieu de cela, comme d'habitude, on n'évoque que le soleil des uns et les inondations des autres. Naturellement, la météorologie joue son rôle en agriculture. Mais l'organisation est beaucoup plus importante. Après avoir liquidé par la famine près de 10 millions d'habitants des campagnes, dont près de la moitié dans la seule Ukraine, l'instauration du système soviétique de production agricole a provoqué un désastre permanent pendant pratiquement 75 ans. A chaque fois que des réformes ont été tentées, elles ont marché. A chaque fois, elles ont été abandonnées par idéologie. L'abandon du système soviétique a aussitôt permis de restaurer l'agriculture. En deux décennies, la Russie, comme l'Ukraine, ont retrouvé leur productivité agricole traditionnelle. Qui se souvenait encore qu'elles avaient été des régions considérées comme des « greniers à grains » de l'Europe. L'organisation est fondamentale.

Sur un mode différent, l'actualité nous offre un exemple tout aussi parlant. Le Régime Social des indépendants, le RSI, est un échec bureaucratique total. Le système ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas. Avoir voulu construire une administration bureaucratique unique sur le mode soviétique a eu les résultats qu'on pouvait craindre. Si on veut d'autres exemples, il suffit de lister toutes les âneries de Mmes Duflot et Touraine, qui ne savent penser qu'en termes de bureaucratie, d'interdictions, de contraintes, de méfiance, de malfaisance... Mme Hidalgo, possédée par le même prurit, croit également au bénéfice de la contrainte violente et de la prédation. Ces sottises, toutes passées par le tamis de l'idéologie partisane la plus élémentaire et la plus sectaire, ne peuvent même pas imaginer, comme les hiérarques du PC soviétique, qu'on puisse agir autrement. Les résultats sont naturellement désastreux à court terme et le seront plus encore à moyen terme, si des corrections urgentes ne sont pas mises en œuvre. Confirmation avec l'abandon de certaines des imbécillités de la loi Duflot par Macron et une petite reprise du bâtiment.

Le Point, sous la plume de Delhommais, nous donne à réfléchir sur les principes de l'ordolibéralisme (à ne pas confondre avec l'orthocapitalisme) qui s'oppose aux versions les plus débridées du keynésianisme, et qui au départ, s'opposait frontalement à l'idée national-socialiste que l'économie appartenait à la nation et que tous les acteurs devaient lui être subordonnés. Malheureusement l'histoire économique du Troisième Reich n'est pas enseignée ni commentée dans les circuits scolaires et universitaires, en dépit de très belles études. On survalorise généralement l'action de Schacht et la sortie du chômage dans l'Allemagne de Hitler. La vérité est plus prosaïque. L'Allemagne, comme la première guerre l'avait montré, n'a pas les ressources, notamment alimentaires, pour mener des guerres longues. C'est la disette puis des débuts de famines qui ont conduit l'Allemagne à la défaite de 1918. L'erreur initiale et insurmontable d'Hitler, est d'avoir cru qu'il pourrait, grâce à des coups parfaitement assésés, le blitzkrieg, en concentrant toutes les ressources sur des points névralgiques, accéder à des ressources extérieures suffisantes. Le pari a

marché contre la France. Ensuite, tout fut une suite de désastres, malgré des pillages éhontés et criminels. Qui se souvient par exemple qu'après avoir suppléé Mussolini qui était vaincu en Grèce, Hitler a volé toutes les ressources en nourriture de ce pays, provoquant une famine monstrueuse, dont le souvenir ne s'est toujours pas effacé et qui ressurgit aujourd'hui même dans les revendications de Tsipras vis-à-vis de l'Allemagne. En vérité, l'économie allemande avait failli capoter plusieurs fois entre 32 et 39. L'économie nazie est un échec pas un succès comme beaucoup le croient.

Le combat des ordo-libéraux contre la folie national-socialiste, parente de la folie socialiste soviétique, est intellectuellement très riche et il est heureux qu'il soit enfin décrit et commenté en France, pays ruiné par un sous-keynésianisme fiscalisé de haut fonctionnaire, au sein d'une zone Euro déficiente et d'un système monétaire global malade. « La liberté économique ne relève pas d'un ordre spontané ». En effet ! Comme nous ne cessons de l'écrire, la liberté se chérit mais les libertés s'organisent. Cet « mantra » devrait être enseigné partout dans les Universités économiques. Il faut en effet fixer un cadre macro économique sain pour permettre aux libertés économiques de donner leur plein effet. Les dimensions macro économiques doivent être maintenues dans certaines proportions pour ne pas grever la prospérité. Déficits internes aberrants, fiscalité confiscatoire, réglementations paralysantes, cadres sociaux intolérables, réquisitions abusives de la puissance publique, contraintes s'apparentant au servage, ne permettent pas la prospérité, seulement la déchéance économique et sociale.

Sur le plan extérieur, il faut maintenir les grands équilibres. Depuis que nous avons abandonné cette règle fondamentale, nous constatons la baisse tendancielle de la croissance, la montée globale de la dette, des crises périodiques de plus en plus dévastatrices.

Le contresens serait de croire que l'Etat n'a pas de responsabilité. Il en a et en particulier celle de maintenir dans la durée les grands équilibres.

Le cumul d'un étatsisme débridé et d'une absence de règles macro-économiques, ne font pas une économie libérale prospère mais un désastre économique.

On évoque les analyses de l'école de Fribourg en se concentrant concentrée sur le cas d'un pays isolé. Mais les observations de bon sens de cette école s'applique aussi à l'international. L'international doit aussi avoir des règles d'organisation macro économiques solides. L'organisation de la zone Euro qui permet à l'Allemagne de disposer d'excédents démentiels est fautive. La sur-réglementation bruxelloise, associée à l'absence de règles globales macro-économiques ne créent pas un ordo libéralisme, mais un pseudo ortho-capitalisme supranational à la dérive. L'organisation du système monétaire international qui permet les excédents et déficits permanents et excessifs, au détriment de la prospérité générale, est tout aussi fautive et ce n'est pas en créant de nouvelles normes transnationales micro-économiques, façon Traité Transatlantique qu'on réparera cette tare.

Décidemment oui : il n'y a pas de prospérité sans une bonne organisation collective. Qui en parle ? Les vraies réformes nécessaires d'aujourd'hui ne sont pas micro-économiques. Elles concernent les équilibres intra étatiques et inter étatiques.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes e-toile